

# «L'Afghanistan risque l'éclatement»

> **Asie centrale** Les Etats-Unis envisagent désormais d'évacuer toutes leurs troupes à la fin de l'année

> Une telle issue aurait de très graves effets. Interview

Etienne Dubuis

La tension est encore montée cette semaine entre Washington et Kaboul. Le président américain, Barack Obama, s'est montré plus courroucé que jamais par le refus de son homologue afghan, Hamid Karzaï, de signer l'Accord bilatéral de sécurité mis au point par leurs deux administrations et censé assurer le maintien d'une présence militaire occidentale minimale en Afghanistan après 2014. Lors d'une longue conversation téléphonique, il a averti son collègue qu'il envisageait désormais sérieusement de retirer toutes ses troupes d'ici à la fin de l'année. Professeur d'histoire des relations internationales à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, Jean-Charles Jauffret\* déchiffre cette menace.

**Le Temps:** Comment expliquez-vous que le président afghan se soit retourné contre le pays qui l'a mis au pouvoir il y a douze ans?



**Jean-Charles Jauffret:** Hamid Karzaï en veut aux Etats-Unis pour diverses raisons. Il a été d'abord vexé que Barack

Obama se permette en 2011 d'annoncer le repositionnement des capacités militaires américaines dans le monde sans l'avertir au préalable. Il a été ensuite irrité que Washington mène sans lui des négociations avec ses adversaires talibans. Il n'a pas apprécié, enfin, qu'une loya jirga – cette grande assemblée traditionnelle qui représente tout ce qu'il reste de la société civile afghane – se prononce en faveur du maintien de forces américaines dans son pays.



Des soldats américains dans le sud du pays. Un retrait complet des forces étrangères signifierait «la fin de l'embryon d'Etat constitué ces dernières années. La fin, aussi, de la marche du pays vers la démocratie.» PROVINCE DE KANDAHAR, 28 JANVIER 2013

– Mais qu'est-ce que Hamid Karzaï peut espérer gagner dans ce bras de fer?

– Hamid Karzaï est un petit chef, qui s'est comporté en dictateur local à la tête de l'Etat le plus corrompu de la planète. Comme il ne peut plus se représenter à la présidence, il songe à la trace qu'il va laisser dans l'histoire et se rend bien compte qu'elle risque d'être peu flatteuse. Il tente par conséquent de se tailler in extremis le costume d'un président qui aura résisté aux Américains. Et puis, il s'est senti humilié par les Etats-Unis et s'efforce de sauver la face. Nous sommes en Orient...

– Les candidats à sa succession, qui se départageront dans quelques semaines, seront-ils plus enclins que lui à signer un accord de sécurité avec les Américains?

– Les candidats à la présidence ou à la vice-présidence représentant la minorité tadjike devraient se

montrer favorables à cet accord, qui représente une protection essentielle pour leur camp. Les candidats issus de la majorité pachtoune, celle des talibans, l'appellent sans doute moins de leurs vœux. Mais j'attends leurs déclarations à ce propos.

– Quel problème pose le report de la décision sur l'évacuation des troupes étrangères?

– Il empêche les Américains de savoir s'ils doivent ralentir ou accélérer le mouvement. Or, le défi logistique est énorme. Obama a sur le dos quelque 26 000 véhicules, qui valent une fortune. S'il peut maintenir des bases en Afghanistan, il en laissera une bonne partie sur place, ce qui lui permettra d'économiser des milliards de dollars de frais d'évacuation. S'il doit abandonner ses positions, le rapatriement de ce matériel sera d'autant plus compliqué qu'il se déroulera tard.

– Quel effet aurait sur l'Afghanistan un retrait complet des forces étrangères?

– Ce serait la fin de l'embryon d'Etat constitué ces dernières années. La fin, aussi, de la marche du pays vers la démocratie. Les talibans réoccuperaient une grande partie du territoire. Un scénario auquel les Tadjiks ont commencé à se préparer en se réarmant sérieusement depuis quelque temps. Il n'est pas exclu dans un tel cas de figure que de hauts représentants de l'Etat s'allient avec les insurgés pour partager certaines ressources, comme la drogue. C'est ce qui se passe aujourd'hui déjà dans la province de Helmand. Il est aussi envisageable que le pays éclate en une myriade de fiefs tenus par des seigneurs de la guerre, comme cela a été le cas entre 1992 et 1996.

– L'armée afghane financée, équi-

pée et formée par les Occidentaux depuis des années ne serait-elle pas en mesure de résister?

– Elle est beaucoup plus faible que sous le régime communiste d'il y a vingt ans. Elle était alors cimentée par un projet politique et représentait tous les peuples du pays. Elle se compose aujourd'hui de nombreux Tadjiks, Ouzbeks, Hazaras et Turkmènes mais compte très peu de membres de la majorité pachtoune. Laisse à elle-même, elle éclaterait rapidement. Par ailleurs, l'armée afghane s'érode continuellement. Elle connaît une moyenne de 50 000 désertions par an. Ces militaires ne passent pas forcément aux talibans. Ils rentrent souvent chez eux, tout simplement, ou rallient un seigneur de la guerre local.

\* «La Guerre inachevée: Afghanistan, 2001-2013», de Jean-Charles Jauffret, Edit. Autrement.

## Panorama

### Monde arabe

#### Deux attentats à Bagdad

Au moins 37 personnes ont été tuées jeudi dans des violences en Irak, notamment dans deux attentats dans le grand quartier chiite de Sadr City, à Bagdad. Vingt-sept personnes ont péri dans l'explosion d'une moto piégée sur un marché réservé aux ventes de deux-roues à Sadr City, dans le nord de la capitale, qui a fait également au moins 40 blessés. Un autre attentat dans ce même quartier a coûté la vie à une personne et blessé cinq autres. (AFP)

### Europe

#### Retour sur le «Concordia»

Assailli par les journalistes et les cameramen, le commandant du *Costa Concordia*, Francesco Schettino, est finalement remonté à bord de son navire jeudi sur l'île du Giglio, deux ans après l'avoir quitté lors du naufrage qui avait fait 32 morts. Très irrité à sa descente de l'épave, il a dénoncé «l'acharnement» médiatique contre lui. (AFP)

#### L'ex-président Wulff relaxé

La justice allemande a relaxé jeudi l'ancien président allemand Christian Wulff, qui était accusé de trafic d'influence pour avoir accepté un cadeau de 700 euros dans une affaire qui avait provoqué sa démission il y a deux ans. Le Tribunal de grande instance de Hanovre a estimé que les charges étaient insuffisantes. (AFP)

### Asie

#### Yingluck se défile

La première ministre thaïlandaise, Yingluck Shinawatra, contestée par la rue depuis 4 mois, a esquivé jeudi une convocation pour négligence de la Commission anticorruption, procédure qui pourrait mener à sa destitution. En déplacement dans son fief du nord du pays, elle a envoyé ses avocats à sa place. (AFP)

### Afrique

#### Attaques de Boko Haram

Au moins 37 personnes ont été tuées au cours de trois attaques menées par des membres présumés du groupe islamiste Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, a-t-on annoncé jeudi. (AFP)

## Brasilia mise à fond sur la sécurité du Mondial

> **Brésil** En proie à l'insécurité et à la fronde sociale, le pays veut éviter à tout prix les incidents

Le Brésil met sur pied une véritable opération de guerre pour garantir le bon déroulement du Mondial de foot, que le pays accueillera entre le 12 juin et le 13 juillet. Six cent mille personnes et plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement sont attendus. Présenté la semaine dernière aux 32 délégations, le plan de sécurité coûtera la bagatelle de plus de 700 millions de francs, cinq fois plus qu'en Afrique du Sud en 2010. Ce plan sera mis en œuvre par un impressionnant dispositif de 170 000 hommes.

#### Snipers, caméras, robots

Forces fédérales et polices d'Etat travailleront main dans la main pour maintenir l'ordre dans les 12 villes où se tiendront les matches et celles où se replieront les équipes. Des snipers, appuyés par des hélicoptères, seront postés dans les aéroports. Des robots permettront de détecter et désamorcer des explosifs. Des «centres intégrés de commandement et de contrôle» auront l'œil sur tout et pourront mobiliser des moyens en moins de dix minutes. Des caméras surveilleront jour et nuit ports et aéroports, stations de train et de métro, centres d'entraînement et hôtels choisis par les équipes et les

délégations, ainsi que le périmètre des stades. A l'intérieur des arènes, la sécurité incombera à 20 000 agents privés mais, fait inédit dans un tournoi FIFA, ils seront secondés par la police.

Si le risque d'attaque terroriste est jugé peu élevé au Brésil, la criminalité représente un défi. L'an dernier, quelque 50 000 homicides ont été enregistrés, chiffre digne d'un pays en guerre. Dans le Nordeste déshérité, où se trouvent quatre villes hôtes, le recul de la pauvreté n'a pas découragé la délinquance, au contraire. A São Paulo, capitale économique et plus grande ville du pays, où s'ouvre la compétition, le nombre de vols est en hausse depuis huit mois.

A Rio de Janeiro, qui accueillera la finale, dans le mythique stade Maracanã, l'insécurité est repartie après des années de recul dans la foulée de la «pacification» des favelas, dès 2008. Cette politique a permis à la police de reprendre aux narcotrafiquants armés des bidonvilles... tous situés dans la zone touristique ou à proximité des installations sportives. Le but non avoué était de faire le ménage en prévision du Mondial et des Jeux olympiques d'été de 2016, mais le pari n'est pas gagné. Dans les gran-

des favelas comme la Rocinha, les caïds font de la résistance, et les accrochages avec les forces de l'ordre ne sont pas rares.

Pourtant, explique le sociologue Ignacio Cano, spécialiste de la violence, la sécurité ne devrait pas poser problème pendant le Mondial: «La police sera déployée à chaque coin de rue. Les gangs eux-mêmes n'ont pas intérêt à jouer les trouble-fête, vu le grand nombre de touristes qui voudront leur acheter de la drogue.» Pour le chercheur, c'est plutôt l'insatisfaction populaire qui pourrait troubler la compétition, cible de la fronde sociale sans précédent qui a éclaté en juin dernier, en pleine Coupe des confédérations – ce tournoi est une répétition générale du Mondial et se déroule un an avant.

#### Soupçons de corruption

Au pays du football, seule une courte majorité (52%) est favorable à la tenue du Mondial au Brésil. Ils étaient 79% en 2008... En cause, les dépenses somptuaires engagées (l'équivalent de plus de 11 milliards de francs), alors que les services publics laissent à désirer. Les stades coûteront près de 70% de plus que prévu en 2010, alimentant les soupçons de corruption. Présentés comme le

«legs» du tournoi pour la population, plusieurs projets d'infrastructure des transports ne seront pas achevés à temps, quand ils n'ont pas été renvoyés aux calendriers grecques.

«Il n'y aura pas de Copa»: c'est le slogan des manifestants qui protestent depuis le début de l'année dans tout le pays. Les scènes de vandalisme et de répression policière ont fait le tour du monde. Andrei Rodrigues, du Secrétariat spécial pour la sécurité des grands événements, lié au Ministère de la justice, se veut rassurant. «Pendant la Coupe des confédérations, un million de personnes étaient dans la rue le même jour et aucun match n'a été annulé, aucun supporter n'a été empêché d'entrer ou de sortir des stades, rappelle-t-il. Nous imaginons qu'il en sera de même pendant le Mondial.»

Mais la présidente Dilma Rousseff ne veut pas prendre de risques. «Dilma» a annoncé qu'elle pourrait recourir à l'armée en cas de manifs violentes. Cette mesure extrême serait une première depuis le Mondial de 1978, organisé par l'Argentine alors sous le joug de la dictature militaire. Une façon de dire que la sécurité sera garantie. Du moins pendant le tournoi. **Chantal Rayes** SÃO PAULO

## Washington dénonce la répression dans le monde

> **Etats-Unis** Rapport du Département d'Etat

Les Etats-Unis ont dénoncé l'usage croissant en 2013 de la force pour réprimer les manifestations démocratiques à travers le monde et insisté sur la nécessité de poursuivre les responsables de tels abus. 2013 a été «une année parmi les plus importantes de l'histoire moderne dans la lutte pour l'avancement de droits et de libertés», a relevé le secrétaire d'Etat John Kerry en présentant le rapport annuel du Département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde.

#### «Mettre fin à l'impunité»

Dénonçant les lois réprimant les droits des homosexuels dans presque 80 pays, les centaines de victimes d'une attaque chimique en Syrie ou encore les centaines de travailleurs tués dans l'effondrement d'un immeuble au Bangladesh, le chef de la diplomatie américaine a appelé à «mettre fin à l'impunité».

«Des gouvernements autoritaires à travers le monde ont utilisé les forces de sécurité pour asseoir leur pouvoir et éliminer la dissidence, au risque de compromettre sur le long terme la stabilité, la sécurité et le développement écono-

mique de leur pays», critique le Département d'Etat.

Depuis le Soudan jusqu'à la place de l'Indépendance à Kiev en Ukraine, en passant par la Syrie ou les régions isolées de la Birmanie, les forces de l'ordre doivent rendre des comptes sur les abus qu'elles ont pu commettre, si les pays veulent assurer leur transition vers la démocratie, martèle le texte: «Le fait de rendre des comptes est crucial pour la stabilité politique et économique» des pays.

«Plus de soixante ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'écart entre les droits conférés par la loi et la réalité quotidienne de beaucoup se creuse dans le monde», s'inquiète la diplomatie américaine, précisant que plus d'un tiers de la population mondiale vit dans un régime autoritaire.

Le rapport épingle également les cas de répression de la société civile dans les démocraties issues du Printemps arabe. L'Egypte est notamment critiquée pour «le renversement d'un gouvernement civil élu et l'usage excessif des forces de sécurité, y compris pour commettre des meurtres et tortures». **AFP**